

femètres sur Cours 12

Bulletin du Syndicat National Unitaire
des Instituteurs, Professeurs d'école
et PEGC. Section de l'Aveyron.

numéro 63
supplément 2

Novembre 2008 - 0,50 €
ISSN 1165 - 3116

Dispensé de timbrage Decazeville CC - T1

P

PRESSE

DISTRIBUÉE PAR

LA POSTE

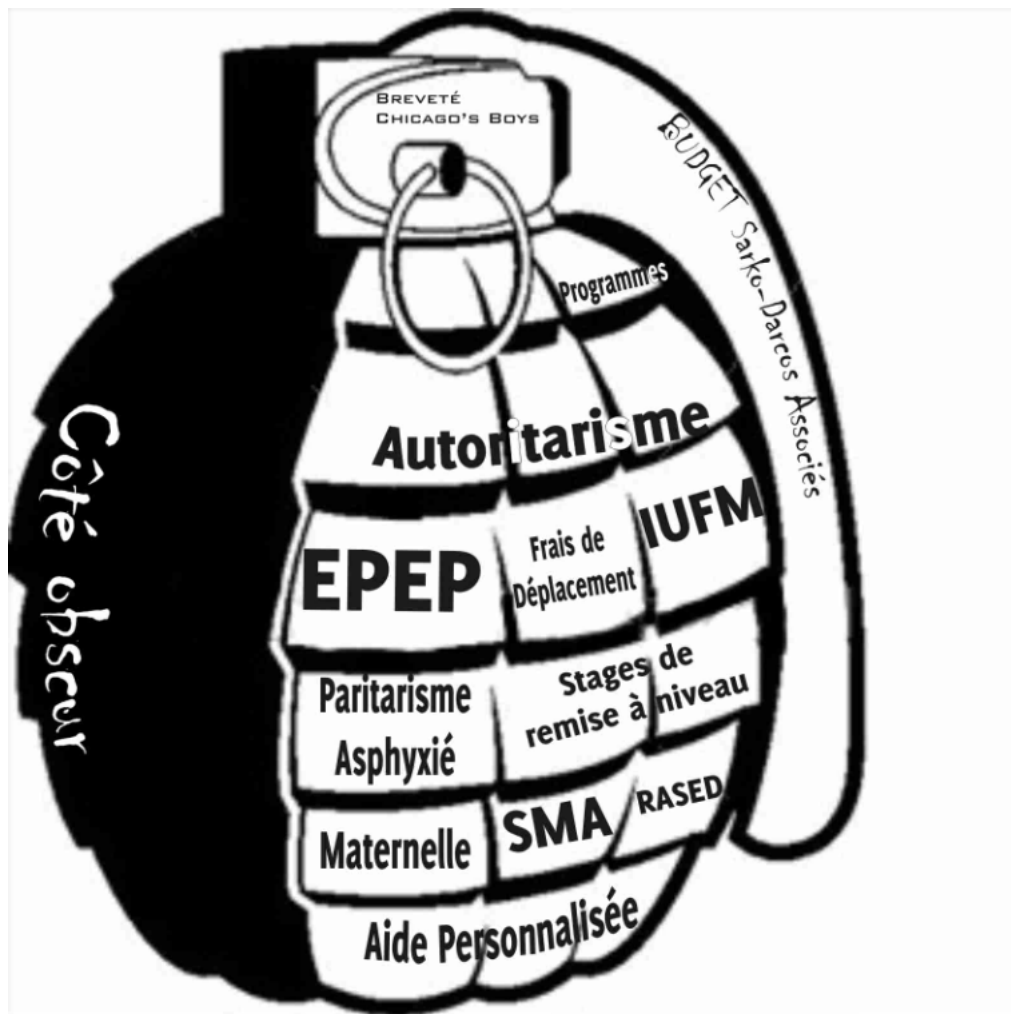
DÉPOSÉ LE 07 / 11 / 2008

Pour L'ÉCOLE TOUS EN GRÈVE le 20 NOVEMBRE

**Jeudi 20
novembre,
GRÈVE UNITAIRE**
dans les écoles, à
l'appel du SGEN-
CFDT, du SE-
UNSA et du
SNUipp-FSU

**Assez
de mépris
pour
les élèves,
les enseignants
et
l'école publique !**

1 rue de la Montagne
123 00 DECAZEVILLE
Tél : 05.65.43.40.11
Fax : 05.65.43.49.29
Mél : snu12@snuipp.fr
Site : <http://12.snuipp.fr>



Sommaire :

1. Actualités explosives
2. Edito - Appel du 20 - Métaphores sportives
3. Quelques jalons d'un paritarisme de lutte
4. Bulletin d'adhésion
5. De quoi traitent les élus dans les commissions paritaires ?
6. Nous appelons à voter SNUipp
7. Le mouvement bouleversé de façon unilatérale - Déclaration Unitaire
8. Pour casser l'école, il faut un chef et des EPEP.

En Encart :
CAPD du 5 novembre 2008



Jeudi 20 novembre, grève unitaire dans les écoles, à l'appel du SNUipp-FSU, du SGEN-CFDT, et du SE-UNSA.

Les enseignants des écoles ont participé massivement à la manifestation nationale du 19 octobre. Le ministre de l'Éducation Nationale n'a apporté aucune réponse au mécontentement et aux revendications exprimées. La limite de l'acceptable est largement dépassée. C'est le métier et l'engagement professionnel des enseignants des écoles au service des élèves qui sont dévalorisés, critiqués et remis en cause en permanence.

Après la parution de programmes plus lourds dont la vision passiviste s'accompagne d'un temps d'enseignement réduit de deux heures, le « Débrouillez-vous » ou encore les propos provocateurs sur les enseignants de maternelle, ce sont les fondements de l'école publique qui sont remis en cause.

Pour la première fois dans le premier degré, une augmentation de près de 20 000 élèves s'accompagnera de la suppression de 5500 postes et, sans aucune concertation ou évaluation, de l'annonce de la suppression des réseaux d'aides

aux élèves en difficulté.

Qui peut croire un seul instant qu'avec un horaire diminué, des programmes plus lourds, moins d'enseignants, les réseaux d'aides aux élèves en difficulté supprimés, les élèves pourraient mieux réussir à l'école ?

Dans le cadre de la **semaine d'action du 17 au 21 octobre**, le SGEN-CFDT, le SE-UNSA et le SNUipp-FSU décident d'appeler les enseignants des écoles à faire grève massivement pour :

- **que cesse le temps du mépris**, des mesures unilatérales imposées dans la précipitation et sans aucun dialogue social : EPEP, IUFM, SMA ?
- exiger un autre budget qui permette de faire face à la hausse des effectifs et permette une transformation de l'école qui favorise la réussite de tous les élèves et l'annulation des fermetures de postes.
- le maintien des RASED.
- un véritable dialogue social et le respect des droits syndicaux.

Métaphores Sportives

Au conseil syndical du SNUipp, il y a des femmes et des hommes, des jeunes et des plus anciens, des sages et des énervés, enfin toutes sortes de gens, somme toute assez représentatifs de l'Éducation Nationale. Mais surtout, il y a les sportifs.

Ceux là sont très facilement reconnaissables : ils s'expriment comme des articles de l'Équipe. Qu'ils soient cyclistes ou rugbymen, la vie est comparable à un terrain de sport et la lutte syndicale à un match de haut niveau.

Et nous, les féminines de l'équipe (elles se reconnaîtront), ça nous fait bien marquer !

Avec le temps, nous sommes devenues incollables sur le franchissement du Tourmalet, sur la transmission du ballon, sur la cohésion du pack, sur le tri des ballons...

Mais où veut-elle en venir, vous dites-vous ? J'y viens, j'y viens, mais sachez que l'échauffement est une phase à ne pas négliger dans la préparation à l'effort...

Aujourd'hui, j'ai beau chercher, j'ai beau racler tous mes neurones, une seule métaphore me vient à l'esprit : la métaphore rugbystique (contamination ? Sans doute...) ! Aujourd'hui, il faut transformer l'essai.

Notre pack a encaissé des coups, il a résisté tant bien que mal. Vraisemblablement, dans la mêlée, nous n'étions pas les plus lourds. Mais, nous avons fait preuve de solidarité et de courage, nous avons tenté de sauver les meubles. Nous avons aussi été inventifs, nous sommes passés au centre, à l'aile... Et puisque la défense adverse a l'air solide, il faut se recentrer sur nos fondamentaux.

Il faut transformer l'essai.

Il faut transformer l'aigreur, le ras le bol, le dégoût, la désespérance, la peur, la fatigue, l'incompréhension, l'individualisme, en envie, en énergie, en don de soi, en esprit collectif, en un mot en action.

Le pire ce ne serait pas de perdre le match, ce serait de ne pas le jouer !

Allons-y, poussons, poussons ! L'en-but est à portée de crampons.

Le 20 novembre, vous êtes tous titulaires !

Ps : j'embrasse mes sportifs préférés. Je les vois au prochain match !

Noëlle Villeneuve

1. ça, je le pique à un de mes copains du conseil syndical

Edito

La crise sert.

La crise est là, et devant l'ampleur de la manif du 19 oct., Sarkozy décrète que nous n'avons guère le droit de nous plaindre. La crise est là, et justement, il faut tout consacrer aux banques, et quelques paroles aux autres. La crise est là, et il n'est rien de plus urgent que de poursuivre et approfondir les « réformes » celles-là même qui nous ont conduit à la crise.

Et donc, puisque la crise est là, il n'est rien de plus urgent que de supprimer encore des postes. La crise est là, et il faut en profiter pour faire table rase : l'école publique doit y passer, les enseignants doivent accepter, les parents doivent cesser de les soutenir.

L'école doit y passer : depuis des années par petites touches puis à grands traits désormais, on ne cesse d'imposer des changements contre l'avis des personnels. Budgets, direction, semaine scolaire, stages de remise à niveau, aide personnalisée, suppression des RASED, attaques contre le paritarisme, etc. L'école communale est désormais directement menacée par les EPEP (cf. p.8).

Les enseignants doivent accepter : alors que pleuvent les nouvelles tâches, que nous sommes placés seuls sans moyens devant l'échec scolaire, on veut nous imposer un chef avec les EPEP. Déjà désorientés de devoir faire leur métier y compris contre les réformes de leur administration, on espère que les enseignants enfin accepteront quand ils seront sous la coupe, et tributaires de leur chef, appâté par leurs mérites. Les parents doivent cesser de nous soutenir : et à coups de SMA, de performances, d'enseignants seuls face à l'échec scolaire... finiront-ils par nous lâcher ?

En proposant, dès le soir du 19 oct., une grève au moment de la discussion du budget, le SNUipp a ouvert la possibilité de construire un front du refus.

Le 20 novembre est une étape qu'il nous faut réussir, contre les suppressions de postes, contre la disparition des RASED, contre la création des EPEP, contre l'abaissement de l'école publique.

Pour une école qui fait grandir, deux outils sont entre vos mains, en renforçant le SNUipp qui n'a jamais signé de reculs pour l'école, en mobilisant pour une grève massive le 20 novembre. Pour les personnels, l'action collective ouvre tous les possibles.

Le 4 novembre 2008,

Valérie Tavernier, Jean-Luc Tomero, Noëlle Villeneuve

Comité de rédaction :

Carine Alazet, William Despeyroux, Romain Fayel, Valérie Tavernier, Jean-Luc Tomero, Noëlle Villeneuve



Pour une école qui fait grandir.

Trois ans nous séparent des dernières élections paritaires, trois années durant lesquelles nous n'avons pas manqué d'intervenir, et au bilan, de surtout marquer nos désaccords et nos oppositions.

Quelques jalons

Comment pourrait-il en être autrement quand ne cessent de se déployer, à petites touches ou à grands traits, une **politique de régression** dans quasiment tous les domaines ?

Ainsi, par exemple, lorsque fut mise en place la « **carte des langues** » dont le SNUipp fut le seul à pointer les ferments d'inégalité entre écoles et donc entre élèves et les conséquences néfastes sur le mouvement.

Ou encore quand, conséquence des budgets et de la LOLF, les **défraiements** de tous les itinérants ont été grignotés par tous les bouts, la **Formation Continue** réduite à sa plus simple expression, et certaines **missions** asphyxiées (les RASED *sommés de ne se déplacer que dans les limites de « l'enveloppe »*).

Face à cela, le SNUipp a continué à porter revendications et mandats. Alors que d'autres ont écorné la **confidentialité** des opérations du mouvement (*selon les preuves écrites en notre possession : au moins 2 fois en 3 ans !*), le SNUipp12 persiste à se prononcer **pour une véritable transparence des opérations administratives pour tous les personnels**. Cette transparence nous la réclamons contre les passe-droits, parce que tous les collègues doivent être traités également, tous doivent pouvoir bénéficier des mêmes informations au même moment.

De même, le SNUipp refuse de laisser s'installer un fonctionnement qui voit grandir sans cesse le rôle des **commissions de choix**, sans que jamais les candidats soient pleinement informés des critères, sans que jamais soit garantie la moindre égalité de traitement entre les personnels.

Difficultés passagères, désaccords avec tel ou tel IEN, ou mise en cause suite à des consignes syndicales (*y compris lorsque nous ne sommes pas auteurs de ces consignes*), jamais le SNUipp12 n'a laissé seul un personnel face à l'administration.

Refus d'inspection, opposition à Base Elèves, Direction et Fonctionnement de l'école, aucun collègue n'a pu déplorer

un quelconque manque de solidarité de notre part. En CAPD, en audience auprès des IEN ou de

l'IA, dans toutes les démarches, les élus du SNUipp12 ont été présents pour **garantir les droits individuels et poursuivre la lutte collective**.

Sur l'**inspection**, parce que la pression administrative n'a cessé de grandir et enflera encore si on ne s'y oppose pas résolument face à ce qui se profile avec la promotion du mérite et l'idéologie de la performance.

Sur **Base-Elèves**, parce que si, après avoir pointé le danger puis mené la lutte dès le début, grâce à la pression exercée par les personnels, les parents et les élus, nous avons pu obliger Darcos à reculer sur les champs les plus litigieux, il faut poursuivre le combat citoyen contre tous les fichiers (et Edvige donc), sans omettre de lier ce dossier au « reste » : EPEP, mérite, attaques contre les syndicats et le paritarisme.

Sur la **direction**, car pour le SNUipp, le dossier n'est pas clos au contraire de ce que prétendent divers ministres et organisations. Le dossier n'est pas clos parce que le SNUipp, avec les personnels (*rappelons que lors de la consultation, les personnels s'étaient largement prononcés contre*) a refusé d'échanger des améliorations provisoires, limitées et inégalitaires contre le satisfecit du ministre. Provisoires car qu'advient-il des décharges si disparaissent les IUFM et les stagiaires ? Inégalitaires, car quelles améliorations réelles ont connu les écoles à moins ou à plus de 4 classes ? Limitées car à aucun moment l'accumulation des tâches n'a cessé de grandir... **Comme avant le « protocole direction » de 2006, les directeurs manquent de temps !** Et l'acharnement contre les directrices et directeurs grévistes soutenus par le SNUipp et la CGT avec le retrait d'1/30^{ème}, le démontre : comme le portait l'un des manifestants du 8 février 2007 « ministre et IA, même combat, **répression antisyndicale** ».

Cette même répression que ne cesse de pointer et dénoncer le SNUipp12, qui s'exerce contre des personnels, contre des actions syndicales, qui prend aujourd'hui un fort mauvais tour avec le SMA, faux nouveau droit des parents, mais vraie entourloupe contre le droit de grève, les personnels en lutte, les communes mais aussi contre l'école.

Et l'école elle-même, menacée dans ses fondements.

Par des mesures de gestion, budgets mais pas seulement, ainsi contre la **maternelle**, pour laquelle inlassablement le

SNUipp12 martèle devant l'IA, devant le Préfet, qu'elle reste « l'école de la réussite », qu'on ne peut soumettre l'école publique à des restrictions que ne s'appliquent pas les maternelles privées, qu'on ne peut accepter d'échanger un service municipal de la petite enfance contre l'école.

Par des attaques plus ou moins directes contre la **laïcité**, comme le fameux discours de Latran, vertement dénoncé par le SNUipp12 lors de la CAPD du 17/01/08 ou bien les projets d'EPEP qui prennent délibérément leur inspiration dans le statut des écoles privées sous contrat.

Le SNUipp a prévenu, aucun ministre, aucun chef d'État, ne peut faire l'école sans les enseignants, a fortiori contre eux.

Et c'est pourtant le choix qu'ils font avec l'aide personnalisée, les stages de remise à niveau, les programmes Darcos...

À chaque nouvelle attaque, le SNUipp s'est prononcé en contre, a informé les personnels, les a appelé à se mobiliser. De la chasse aux sorcières pédagogistes, à l'aide personnalisée en passant par les programmes Darcos, jamais le SNUipp12 n'a manqué une étape, informer, consulter, alerter, mobiliser. Et c'est de cette démarche que le SNUipp12 tire ses mandats et ses positionnements : voilà comment nous avons refusé de signer le « protocole direction » ou la réorganisation de la semaine scolaire. Voilà pourquoi nous avons alerté sur le « moins d'école pour tous » ou la suppression des RASED.

Pour le SNUipp12, c'est là l'essence de notre activité. Ni en avant, ni au-dessus, ni à côté mais au sein de la profession, dans les classes ET dans la rue, dans les commissions paritaires ET dans les AG, **pas à pas avec les collègues au risque de l'impatience**.

Car sans l'intervention et la mobilisation des collègues, il n'est pas d'activité syndicale efficace. Sarkozy et Darcos l'ont bien compris qui s'emploient à décourager l'expression des personnels —que ce soit par le SMA, le flicage ou les attaques contre le paritarisme.

La meilleure réponse : voter massivement pour les listes SNUipp.

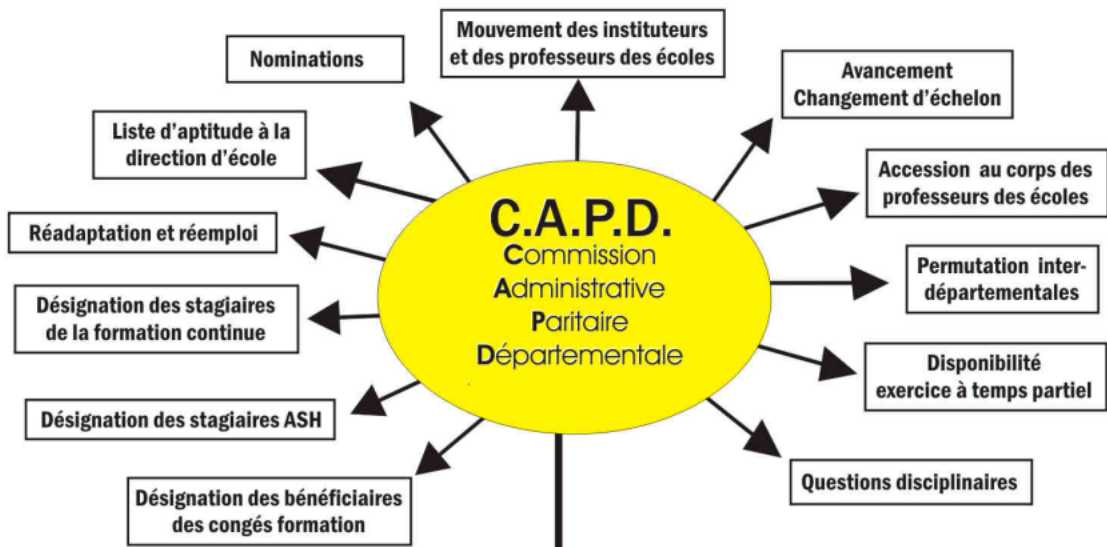


Bulletin d'adhésion

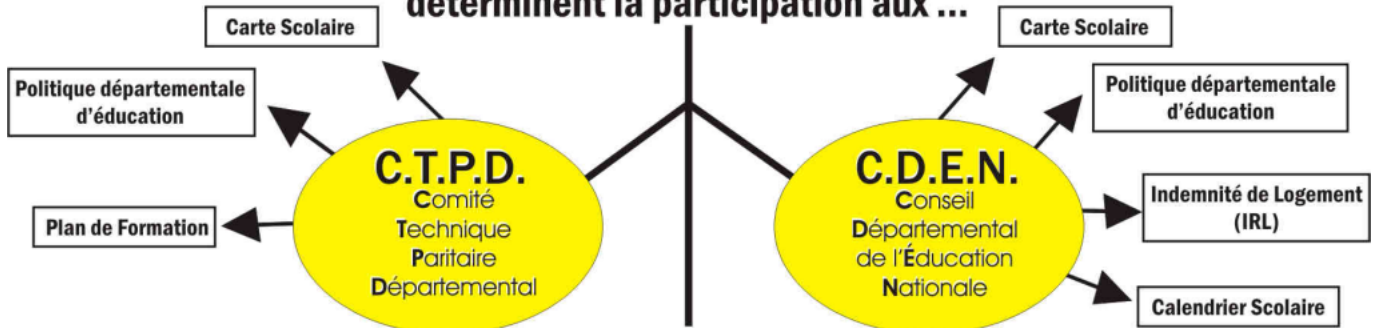


Élire des collègues pour être commissaires paritaires...

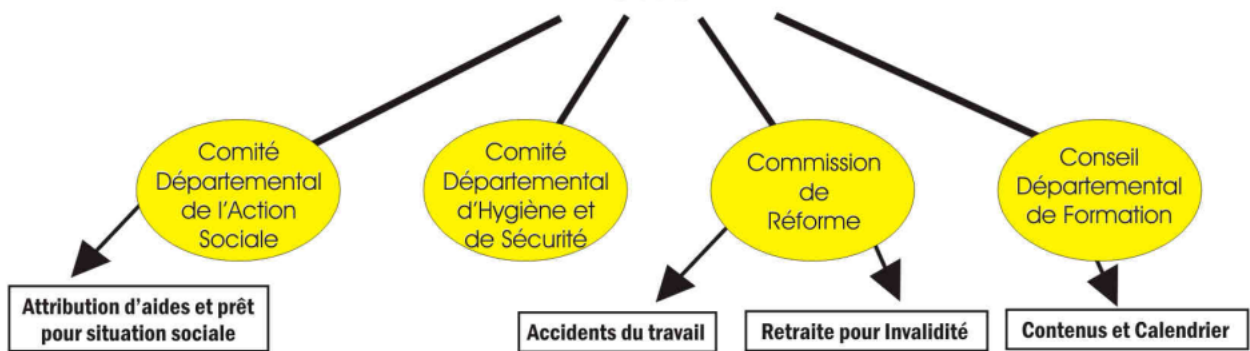
Que font-ils ?



Les résultats des élections à la C.A.P.D. déterminent la participation aux ...

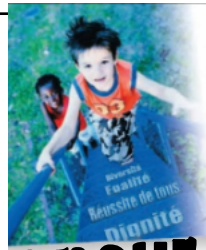


... et aux ...



Un délégué du personnel :
est élu par tout le monde,
intervient sur les règles,
intervient pour l'équité et la transparence.

Un délégué du personnel,
c'est utile si l'on s'en sert :
confiez vos dossiers,
demandez conseil.



Pour une école
qui fait
grandir.

Nous appelons à voter pour les listes SNUipp

Le journal en PDF joint à cet article est incomplet : il ne contient pas les éléments nominatifs.

En effet, si les informations du journal papier traditionnel ont un public restreint (les collègues aveyronnais) ; sur Internet à l'ère des moteurs de recherche, c'est le monde entier qui peut collecter ces infos nominatives.

Le SNUipp militant pour le principe de précaution en matière de fichage électronique (Base Elèves, Edvige, Christina, etc.) , il est logique que nous l'appliquions à nos publications.

Concernant cette liste de soutien, nous nous sommes engagés à ne la publier que dans le bulletin papier, même s'il s'agit d'un geste volontaire et militant.

Si vous voulez lire l'intégralité des travaux cités : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/pdf/budget/plf2009/a1199-tv.pdf>

Frédéric Reiss, rapporteur pour avis auprès de la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales sur le projet de loi de finances pour 2009, a remis son rapport le 16 oct. et l'a défendu le 28. Ce député UMP, par ailleurs l'un des trois « initiateurs » de la future loi sur les EPEP a une conception très particulière de l'enseignement scolaire.

celui qui peut apporter lumières et réussite scolaire, c'est celui de chef. Les enseignants ne sont que des exécutants, un peu cossards d'ailleurs, que l'on se doit de mieux encadrer. Et pour cela, il faut soigner la formation des chefs leur apporter un « sens du management¹ », les aider à intervenir dans la pédagogie des enseignants.

liste d'aptitude à condition de « renforcer leur autorité pédagogique sur leurs collègues professeurs » (p.34), et de prévoir que « l'évaluation de l'école serait conduite par l'inspecteur d'académie et porterait sur le projet d'école ». Tiens, où sont passés les IEN ?

Il faut des EPEP pour créer ce statut de chef. Il faut des EPEP, car ce serait un « extraordinaire facilitateur dans la gestion des emplois contractuels » (p.35). Il faut des EPEP pour permettre l'autonomie pédagogique. Il faut des EPEP pour promouvoir le pilotage par la performance et le mérite.

Il faut des EPEP pour « envisager pour des raisons pédagogiques évidentes, de regrouper, dans un avenir pas trop lointain, écoles primaires et collèges sous un même établissement » (p.36).

Elle est terrible cette petite musique qu'ils nous distillent les Reiss, Darcos, Sarkozy : nous croyions naïvement être des enseignants, c'est-à-dire tous les jours des créateurs. Non, nous sommes des instruments dans les mains de nos chefs, des cocheurs de case, des évaluateurs de fond... Naïvement, nous croyions être les premières marches de l'émancipation alors que nous ne sommes que des auxiliaires du contrôle social.

Ya basta ! Nos collègues et camarades italiens étaient 1 million dans la rue l'autre jour pour l'école.

**TOUS EN GREVE
LE 20 NOVEMBRE !**

La solution : le chef d'EPEP !

Pour lui tous les maux de l'école primaire viennent de ce qu'il n'y a pas de chef !

44 464 directeurs (lui ne parle pas de directrices) et pas un seul chef ! Pire, « le directeur n'est qu'un enseignant » (p.14). Il n'a « aucun pouvoir hiérarchique sur ses collègues » ; il n'intervient même pas dans « l'évaluation ni dans aucun acte de gestion des enseignants ». C'est là le boulot des IEN comme le conseil pédagogique « or cette dernière fonction est loin d'être assurée par les inspecteurs »... On poufferait si ce que vise M. Reiss et ses amis n'était si grave.

C'est ainsi qu'il constate : « le statut du directeur d'école ne lui permet pas de se consacrer à plein-temps à son métier ». S'il n'y avait le mot « statut », on pourrait distraîtement trouver ici un point de vue à partager. Nous avons toujours dit que les directrices et directeurs avaient besoin de temps. Mais quand M. Reiss parle de « métier », il s'agit du métier de chef, pas de l'enseignant. D'ailleurs tout du long de son rapport (41 pages), le beau métier, le métier utile

Alors M. Reiss a une solution, il faut dépasser les écoles et créer des Etablissements Publics d'Enseignement Primaire (EPEP) avec un chef, qui aurait un statut. Et là de citer pêle-mêle un syndicat (le SE-UNSA) et une association (le GDID) sans doute pour habiller son idée de quelque légitimité mais sans s'embarrasser vraiment des positions des uns et des autres².

Et sa solution aurait fait ses preuves puisqu'elle est issue de l'actuel statut des directeurs de l'enseignement catholique associé à l'État par contrat (p.20). Alléluia ! pourrait-on s'écrier.

M. Reiss remarque toutefois qu'il y a quelques obstacles.

La crise de la direction a des fondements réels qui n'ont pas disparu depuis la signature d'un protocole d'accord entre De Robien et le SE-UNSA (p.21).

Les gens et les élus sont attachés à l'école communale même si « l'école n'est la propriété de personne ».

Et puis, il y a trop d'écoles et elles sont trop petites pour donner un statut à tous les directeurs (61 660 en 1980-81 et 49 928 en 2007-08).

Tant pis, pour le rapporteur, on pourra continuer à recruter les directeurs sur

1. l'italique n'est pas nôtre : sans doute est-elle là pour souligner l'orthodoxie du propos avec les textes fondateurs de l'horreur économique.

2. le fait que le SNUIPP ne soit pas cité serait plutôt pour nous réjouir s'il ne démontrait pas combien peu de cas est fait actuellement de la représentativité des organisations, et donc de l'avis des personnels.

